



TRAVAIL

Un salaire minimum, c'est tout bon pour l'emploi!

OPINION. Aux Etats-Unis, le démocrate Bernie Sanders s'est battu pour une hausse du salaire minimum. Ses réflexions méritent d'être méditées en Suisse, explique le socialiste Jean-Claude Rennwald

□ 4 minutes de lecture

□ **Economie mondiale** □ **Economie suisse**

Jean-Claude Rennwald, politologue, militant socialiste et syndical
Publié lundi 12 février 2018 à 12:49.

Les économistes néolibéraux ne cessent d'affirmer que les salaires minimaux sont néfastes pour la compétitivité des entreprises et pour l'emploi, le phénomène empirant lorsque les salaires minimaux sont augmentés. A l'inverse, les organisations syndicales ont toujours expliqué que cette théorie ne tenait pas debout. Elles viennent de recevoir un appui de taille, celui de Bernie Sanders qui, lors des primaires démocrates aux Etats-Unis, s'est battu pour une hausse substantielle du salaire minimum, lequel doit permettre de gagner sa vie.

Les réflexions du sénateur du Vermont s'appliquent en premier lieu aux Etats-Unis, mais elles méritent aussi d'être méditées en France, en Suisse et plus particulièrement dans le Jura. Dans Notre révolution (Ed. Les Liens qui libèrent), Bernie Sanders retrace sa campagne de 2015-2016 pour l'investiture démocrate, celle-ci étant finalement revenue à Hillary Clinton.

Lire aussi: [Un piège pour la gauche: le salaire minimum au rabais](#)

Coup de pouce immense

Bernie Sanders y développe aussi son projet politique, projet dont le relèvement du salaire minimum constitue l'une des mesures phares. Fixé à 7,25 dollars par heure, le salaire minimum fédéral est une véritable misère et devrait selon lui passer à 15 dollars à l'horizon 2020. En raison de l'inflation, l'érosion du salaire minimum fédéral est l'une des raisons pour lesquelles plus de 43 millions d'Américains vivent dans la pauvreté. Un salaire minimum fédéral représenterait un coup de pouce immense pour plus de la moitié des travailleurs afro-américains et hispaniques. Il améliorerait la situation de plus de 15 millions de femmes.

Aux Etats-Unis comme dans le Jura suisse et maintenant en France, la droite et le patronat prétendent qu'un salaire minimum trop élevé détruit des emplois. Bernie Sanders démontre que rien n'est plus faux:

- Le Vermont (les Etats et les villes peuvent faire mieux que sur le plan fédéral) a le cinquième salaire minimum le plus élevé (9,60 dollars par heure) et le cinquième taux de chômage le plus faible (3,3%). La Louisiane, qui n'a pas de salaire minimum, a le quatrième taux de chômage le plus haut (6,2%).

- En janvier 2014, SeaTac (Etat de Washington) est devenue la première ville à faire passer le salaire minimum à 15 dollars.

Auparavant, le propriétaire d'un grand hôtel avait déclaré qu'une telle hausse l'obligerait à fermer une partie de son établissement et à supprimer des emplois. Or, après l'augmentation, il a agrandi son hôtel pour 16 millions de dollars et embauché du personnel!

« La droite et le patronat prétendent qu'un salaire minimum trop élevé détruit des emplois. Bernie Sanders démontre que rien n'est plus faux »

Aux mains de la famille la plus riche du pays, Walmart, leader de la grande distribution, verse des salaires si faibles que certains de ses employés sont à l'assistance, financée par les contribuables. Selon Bernie Sanders, le passage à un salaire minimum de 15 dollars augmenterait la paie de près d'un million de travailleurs rien que chez Walmart. Ce ne serait pas un luxe puisque, en 2015, Walmart a réalisé plus de 15 milliards de profit, alors que son PDG a touché 19,4 millions, soit plus de 9000 dollars par heure!

Emplois mal payés

Autre scandale, près de 2 millions d'Américains occupent des emplois mal payés financés par les contribuables. Ils fabriquent des uniformes pour l'armée, travaillent dans les parcs nationaux ou s'occupent des retraités. Or, beaucoup d'entre eux gagnent à peine un peu plus de 10 dollars.

Lire également: [Le salaire minimum refait surface](#) (avril 2016)

Les réflexions de Bernie Sanders vont à l'encontre de deux processus en cours:

- En France, un rapport d'experts préconise de mettre fin – d moins partiellement – au système automatique de revalorisation du salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC), fondé non seulement sur l'accroissement des prix, mais aussi sur la moitié de la progression annuelle du pouvoir d'achat du salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE). Ce système est proche de l'indice mixte utilisé pour l'adaptation des rentes AVS. Rien n'est encore décidé, mais le gouvernement pourrait suivre partiellement les experts, sous prétexte que l'automatisme pénalise l'emploi des personnes les plus fragiles. Les syndicats sont opposés à cette mesure, car les salariés qui ne s'en sortent pas sont ceux qui sont au SMIC et parce que cette mesure tirerait l'ensemble des salaires vers le bas

- En Suisse, l'idée d'un salaire minimum national a été rejetée par trois quarts des votants en mai 2014. Depuis, deux cantons – Neuchâtel et le Jura – ont mis en place un salaire minimum (3585 francs pour le premier, 3503 pour le second, chaque fois pour 42 heures mensuelles) alors que les travaux sont encore en cours au Tessin. Mais si une adaptation régulière est prévue à

Neuchâtel, la majorité bourgeoise du parlement jurassien n'a pas voulu d'une adaptation automatique du salaire minimum. L'ouvrage devra être remis sur le métier, car ce refus est non seulement une erreur sociale, mais aussi économique, comme l'ont montré Bernie Sanders et d'autres.

On peut ajouter qu'en Allemagne, la récente introduction d'un salaire minimum légal a contribué à soutenir la croissance et la demande intérieure, alors que ses détracteurs avaient annoncé une catastrophe...